



L'avantage de l'Alberta

Tirer parti de la force de la GRC

SYNDICAT DES EMPLOYÉ-E-S DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE

USJE  **SESJ**

UNION OF SAFETY AND JUSTICE EMPLOYEES

Communiquez avec le SESJ :

Valda Behrens, vice-présidente régionale (GRC de l'Alberta)

BehrenV@psac-afpc.com

Équipe des Communications du SESJ

www.usje-sesj.com

www.AlbertansForRCMP.ca

USJEcommunicationSESJ@psac-afpc.com

Fédération de la police nationale

www.keepalbertarcmp.ca

www.npf-fpn.com

Le 7 avril 2025, Mike Ellis, ministre de la Sécurité publique et des Services d'urgence de l'Alberta, a déposé le projet de loi 49, intitulé Public Safety and Emergency Services Statutes Amendment Act, 2025 (loi de 2025 modifiant les lois sur la sécurité publique et les services d'urgence), qui établit le cadre pour la création d'une nouvelle force policière provinciale. Si les municipalités choisissent de passer à une force policière provinciale, cette force pourrait remplacer la Gendarmerie royale du Canada (GRC) dans de nombreuses collectivités de la province. Le projet de loi a reçu la sanction royale le 15 mai dernier.

Le 2 juillet, le gouvernement de l'Alberta a officiellement lancé son service, l'Alberta Sheriffs Police Service, et a annoncé la nomination de son premier chef, Sat Parhar, ancien chef adjoint de la police de Calgary.



La grande majorité des Albertains soutiennent la GRC

Le Syndicat des employé-e-s de la Sécurité et de la Justice représente environ 8 000 employés de la fonction publique fédérale (personnel fédéral chargé de la sécurité publique) au sein de la GRC.

875 d'entre eux travaillent fièrement dans des collectivités petites et grandes de l'Alberta.

Parmi eux, on trouve des adjoint-e-s des services de détachement qui travaillent dans tous les détachements de l'Alberta et des milliers d'autres qui travaillent au quartier général régional à Edmonton et dans tout le pays. Ces personnes :

- soutiennent des enquêtes criminelles complexes;
- coordonnent les interventions d'urgence;
- effectuent des analyses de données cruciales, contrôlent la tenue des registres des délinquants sexuels du Canada et surveillent les activités illégales liées à la pornographie juvénile;
- travaillent dans des laboratoires médico-légaux et des unités de cybercriminalité.

Selon un sondage indépendant mené auprès des Albertains à la demande de la Fédération de la police nationale et publié cet automne (2025) :

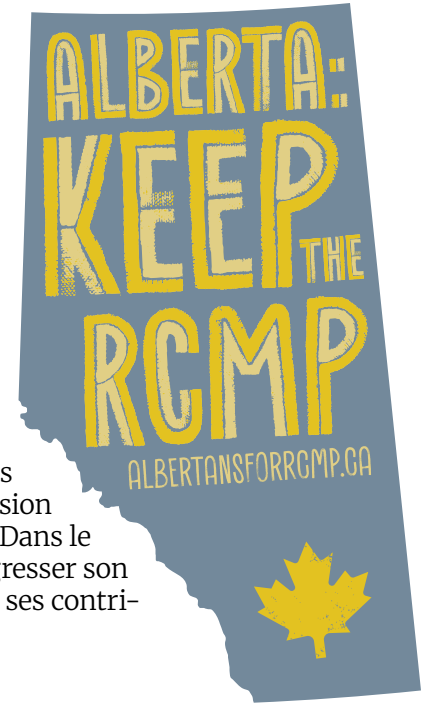
- 76 % des Albertains vivant dans les régions servies par la GRC sont satisfaits des services de police.
- 71 % estiment que le public n'a pas été correctement consulté au sujet du remplacement de la GRC.

Un service pour les Albertains

En vertu de l'accord provincial sur les services de police (PPSA), c'est le ministre de la Sécurité publique de l'Alberta—et non Ottawa—qui contrôle le nombre d'agents et les priorités en matière de maintien de l'ordre.

De plus, le gouvernement fédéral ne met pas fin aux services de police sous contrat. La GRC demeure une solution fiable et à long terme pour le maintien de l'ordre en Alberta. Les accords de services de police sous contrat sont en vigueur jusqu'en 2032 et le gouvernement Carney actuel n'a donné AUCUN signe indiquant qu'il souhaitait rompre ses liens avec la GRC en Alberta.

En fait, de nouveaux investissements ont été annoncés dans la GRC dans le but d'améliorer les compétences et les connaissances, de moderniser ses installations de formation avec davantage d'infrastructures permettant une plus grande inclusion des apprenants à distance et la participation de ressources hors site spécialisées. Dans le cadre d'un ensemble complet de mesures de sécurité frontalière, la GRC fera progresser son programme d'intégrité des frontières et élargira ses partenariats, ses capacités et ses contributions auprès du Réseau canadien intégré d'identification balistique.



Rapport qualité-prix

Les études continuent de souligner que la GRC demeure l'option la plus rentable pour la grande majorité des petites collectivités de l'Alberta, par rapport à quatre autres modèles de services de police, dont un service provincial de l'Alberta.

En 2021, le rapport du gouvernement de l'Alberta estimait à 372 millions de dollars les coûts de démarrage et à 164 millions de dollars supplémentaires les coûts annuels de fonctionnement d'un service de police provincial. Ces chiffres ont probablement augmenté en raison de l'inflation et d'un changement majeur dans la réalité financière de la province.

Des examens municipaux indépendants menés un peu partout dans la province ont mis en évidence les points suivants :

Le remplacement de la GRC entraînerait une augmentation des coûts, une réduction des niveaux de service et déstabiliserait les services de police dans les zones rurales et les petites villes.

Ceci a été souligné dans un rapport récent dressé par Western Management Consultants (WMC) pour la localité de Rocky Mountain. Les consultants ont déclaré lors d'une récente réunion du conseil municipal—qui se tenait le 5 août 2025—que :

« Le coût de la GRC par rapport à d'autres options demeure la 'meilleure affaire pour la municipalité', car en tant que petite municipalité, elle manque de forces et ne peut réaliser des économies d'échelle. L'optimisation et la supervision du contrat avec la GRC peuvent vous apporter des gains à court terme et mieux vous préparer pour l'avenir. »

« Le maintien du contrat avec la GRC assure la stabilité dans un cadre connu et tire parti des investissements existants, évitant ainsi les importants coûts ponctuels pour la transition, les complexités opérationnelles et les incertitudes inhérentes à la création de nouvelles entités policières. »

Risques liés à la rupture des liens avec la GRC

Détournement de ressources d'autres priorités publiques

La rupture d'avec la GRC, qui dispose d'infrastructures et de systèmes très bien établis pour soutenir les opérations policières aux niveaux provincial et national, impliquerait une transition extrêmement longue et nécessiterait beaucoup de ressources.

Perte de la subvention annuelle de 180 millions de dollars accordée par le gouvernement fédéral pour les services de police locaux en Alberta

Cette subvention s'inscrit dans le cadre du soutien apporté depuis longtemps par le gouvernement du Canada aux services de police locaux dans les provinces et les territoires qui utilisent encore la GRC. Il est très peu probable que cette subvention soit maintenue si la GRC n'est plus utilisée pour répondre aux besoins locaux.

Concurrence intense pour les policiers qualifiés

Le service de police de Calgary, entre autres, a récemment signalé une baisse significative du nombre de candidatures qu'il reçoit en raison d'un désintérêt pour ce domaine et de la concurrence d'autres services de police. La création d'une toute nouvelle force de police ne fera qu'ajouter aux difficultés existantes en matière de recrutement et de rétention dans la province.

Avantages d'échelle

En tant que force de police nationale, la GRC peut rapidement multiplier ses effectifs en cas d'urgence et mobiliser les ressources de tout le pays dans n'importe quelle collectivité, ce qu'un service provincial autonome ne peut tout simplement pas faire.

En 2016, lorsque les incendies de forêt—désormais tristement célèbres—de Fort McMurray ont contraint 88 000 personnes à quitter leur domicile, les agents de la GRC et son personnel civil se sont immédiatement mobilisés pour aider les intervenants d'urgence et les personnes devant être évacuées. La GRC a joué un rôle primordial dans cette intervention et a apporté ses forces provinciales et nationales à la tâche.



Les investissements actuels auront un effet immédiat

La Fédération de la police nationale a été claire. Au lieu de dépenser des centaines de millions pour un deuxième service de police, des investissements immédiats dans la GRC aujourd'hui signifieraient :

- Plus d'agents en uniforme sur le terrain dès maintenant;
- Des équipements et des technologies modernes;
- Des améliorations dans la prestation des services.





Une force de police de l'Alberta risquerait de perdre une grande partie de l'expertise accumulée par les détachements locaux de la GRC

Calgary Herald | 11 avril 2022 | Par Valda Behrens, Rvice-présidente régionale du SESJ

À bien des égards, l'Alberta semble être à la croisée des chemins. Toute l'attention portée au leadership du premier ministre Jason Kenney suscite de nombreuses réactions différentes. Nous sommes une province passionnée, farouchement indépendante, qui fait les choses à sa manière. C'est probablement pour cette raison que M. Kenney estime que la création d'une force de police albertaine serait une bonne chose.

En tant que fière Albertaine, je suis vraiment déchirée. Mon mari et moi avons travaillé dur pour élever quatre enfants qui ont maintenant leurs propres enfants. En tant que famille de la classe moyenne, nous avons dû étirer chaque dollar.

Lorsque nous avons déménagé à High River à la recherche d'une collectivité plus abordable, j'ai commencé à travailler pour la GRC en tant qu'adjointe des services du détachement, puis, peu après, en tant que superviseure. J'ai rapidement compris à quel point mes concitoyens albertains travaillent dur, jour après jour, pour protéger la sécurité publique, superviser les poursuites judiciaires dans les affaires criminelles graves et former le personnel. Ces personnes font partie intégrante du tissu social de nos collectivités.

J'en ai également été témoin en 2016, lorsque les incendies de forêt à Fort McMurray—désormais tristement célèbres—ont contraint 88 000 personnes à quitter leur domicile. Les agents de la GRC et son personnel civil se sont mobilisés pour aider les intervenants d'urgence et les personnes devant être évacuées. J'ai eu l'honneur d'apporter ma contribution, même si j'ai dû délaissé mes enfants et mon mari pendant plus d'une semaine.

Ce n'était pas la première fois. Lorsque des inondations catastrophiques ont frappé ma ville natale de High River en 2013, j'ai de nouveau été appelée à servir en tant qu'employée civile de la GRC. Une fois ma propre famille en sécurité, j'ai travaillé 24 heures sur 24, sept jours sur sept, aux côtés du personnel en uniforme pour coordonner les efforts de sauvetage et maintenir l'ordre public.

Treize mille personnes ont été évacuées et 150 ont dû être secourues. Fait remarquable, près de 440 membres des Forces canadiennes et de la GRC ont travaillé aux côtés de centaines d'employés civils et de bénévoles.

Ces crises m'ont démontré à quel point il est essentiel de disposer d'une force de police expérimentée et polyvalente, capable de réagir rapidement et de faire appel à des compétences et à du personnel supplémentaires. En Alberta, il y a 114 détachements de la GRC répartis aux quatre coins de la province.

Si Calgary et Edmonton disposent de leurs propres forces de police, ailleurs en Alberta, c'est principalement la GRC qui intervient en cas d'urgence et qui dépose des accusations pour des crimes graves tels que la traite des êtres humains, la pornographie infantile et le trafic de drogues illicites, entre autres.

Les agents en uniforme sont soutenus par des centaines de membres du personnel opérationnel dévoués qui apportent leur aide dans le cadre d'enquêtes cruciales en Alberta, notamment en matière de collecte de preuves.

Dans le plan de transition du premier ministre Kenney, le maintien en poste du personnel civil, qui constitue l'épine dorsale du réseau de sécurité publique de l'Alberta, n'est pratiquement pas mentionné, malgré ses décennies d'expérience dans le domaine de la justice pénale.

Ces personnes seraient-elles maintenues en poste par une force de police provinciale? Ont-elles même envie de se joindre à une nouvelle force de police? Beaucoup considèrent qu'ils et elles font partie de la famille de la GRC. La perte potentielle d'une telle expertise et de telles connaissances m'empêche de dormir la nuit.

Il en va de même pour le défi que représente le recrutement d'une toute nouvelle force. À Surrey, qui a rompu ses liens avec la GRC, la concurrence pour recruter des agents en uniforme expérimentés demeure vive. Remplacer des milliers d'agents de la GRC en Alberta n'est pas une mince affaire. Un point c'est tout!

À mon avis, les coûts et la logistique de cette transition ne permettront probablement pas à l'Alberta de réaliser des économies. Aussi, le coût réel du remplacement de la GRC pour les collectivités qui sont à l'heure actuelle servies par la GRC est bien plus élevé que ne le laisse entendre n'importe quel rapport.

En fin de compte, je suis une mère, une épouse et une fière résidente de High River. Ma priorité est la sécurité et le bien-être des Albertains. Il y a 15 ans, je n'avais pas prévu de travailler pour la GRC, mais j'ai eu la chance de devenir un précieux élément de son équipe opérationnelle. Ce faisant, j'ai beaucoup appris sur la sécurité publique.

J'exhorte mes concitoyens albertains à réfléchir attentivement aux dangers d'une décision hâtive qui pourrait gravement compromettre notre province, plutôt que de l'améliorer.

Valda Behrens a travaillé pendant 15 ans au détachement de la GRC de High River et elle soutient désormais le personnel civil de la GRC au sein du Syndicat des employé-e-s de la Sécurité et de la Justice du Canada.

Une force de police provinciale n'est pas la solution à la lutte contre le crime organisé ou contre les toxicomanies en Alberta

Edmonton Journal | 17 novembre 2022 | Par Zef Ordman, vice-président régional, SESJ

La semaine dernière, la première ministre Danielle Smith a annoncé dans ses lettres de mandat aux membres du Cabinet qu'elle allait probablement aller de l'avant avec la création d'une force de police provinciale. Au cours de sa campagne pour la direction du parti, Mme Smith a entériné la volonté de son prédécesseur de créer une force de police « made in Alberta » pour lutter contre la criminalité rurale et urbaine.

Dans une ville comme Red Deer, qui est depuis longtemps servie par un important détachement de la GRC, cette dernière initiative est loin d'être une bonne nouvelle. Je suis né et j'ai grandi à Red Deer, et j'y suis revenu pour fonder une famille. Je travaille dans le système correctionnel fédéral, auparavant comme gardien et, plus récemment, comme agent fédéral de libération conditionnelle.

Dans le cadre de mes fonctions, j'ai côtoyé des centaines de délinquants fédéraux qui purgent des peines pour des crimes graves. J'en ai ainsi appris plus que je ne l'aurais jamais imaginé sur le système judiciaire et les services de police de cette province. Les Albertains sont en droit d'attendre des services de police de premier ordre, quel que soit l'organisme qui les fournit. Et lorsque quelque chose ne va pas, la police doit être là pour nous protéger.

Les forces de police de l'Alberta doivent également être tenues responsables afin de fournir un service de haut niveau et d'assurer la sécurité de nos communautés. D'après ce que j'ai pu constater, suppléer au rôle de la GRC par une force de police provinciale plus localisée, ou remplacer complètement la GRC, n'apporterait pas les avantages que l'on pourrait imaginer dans la plupart des régions de l'Alberta, qu'elles soient urbaines ou rurales.

J'ai passé des milliers d'heures au contact de délinquants fédéraux dans le but de briser le cycle de la criminalité, et je peux affirmer qu'un pourcentage très élevé de détenus sont aux prises avec des problèmes profondément enracinés de toxicomanie et de dépendance. À l'intérieur et à l'extérieur des pénitenciers fédéraux, les gangs jouent un rôle majeur dans le développement de ces dépendances et le commerce illicite de drogues en général, et ce, grâce à des groupes criminels complexes et fort bien organisés qui franchissent les frontières pour alimenter des réseaux de distribution bien rodés.

Pour avoir la moindre chance de déstabiliser ces réseaux et de lutter contre les dépendances en général, nous avons besoin d'organismes policiers spécialisés à l'échelle nationale et internationale, et que ces organismes policiers soient dotés des ressources et des outils nécessaires pour mettre les malfaiteurs hors d'état de nuire. Une police très localisée n'est pas la solution à ce problème. Il faut plutôt que la GRC et les services de police urbains d'Edmonton, de Calgary et d'ailleurs soient en mesure de mener de solides enquêtes criminelles.

Le groupe de travail sur les services de police provinciaux évoque également le recours à des équipes multidiscipli-



plinaires spécialisées dans la santé mentale et les dépendances. Cela est tout à fait réalisable dans le cadre du modèle existant de 114 détachements de la GRC bien établis et composés non seulement d'agents de police, mais aussi et surtout de membres du personnel civil issus des localités qui connaissent très bien leurs collectivités et les personnes qui y résident.

En fin de compte, je partage le vif désir de nombreux Albertains de bénéficier d'une police plus proactive. Une transition coûteuse vers une force provinciale qui ne peut pas tenir ses promesses ne cadre toutefois pas avec ma conception de prudence budgétaire. En tant que conservateur, je vois de meilleurs moyens d'utiliser l'argent de mes impôts et de protéger ma famille.

La réalité c'est que, quelle que soit la force policière, le maintien de l'ordre est à la fois très exigeant en main-d'œuvre et dépend de plus en plus de technologies et d'équipements de pointe. Les détachements de la GRC dans les zones rurales, éloignées et même urbaines bénéficieraient sans aucun doute d'un renforcement de leurs effectifs et de partenariats avec des organismes communautaires afin de les équiper pour faire face aux réalités d'aujourd'hui.

La GRC en Alberta est majoritairement composée d'Albertains, y compris les centaines d'employés civils qui soutiennent le fonctionnement opérationnel de la force, notamment les enquêtes à haut risque sur l'exploitation des enfants, la fraude, la violence des gangs et les crimes connexes. C'est notamment le cas ici même, au détachement de Red Deer.

Il est essentiel que nos dirigeants élus aient une conversation franche, sans jeu politique, avec les Albertains sur la manière de renforcer les forces de police dont nous disposons déjà, y compris la GRC, qui est fortement implantée en Alberta depuis plus de 100 ans.

Zef Ordman est vice-président régional du Syndicat des employé-e-s de la Sécurité et de la Justice (SESJ), qui représente des centaines d'employés correctionnels fédéraux (y compris les agents de libération conditionnelle et les responsables des programmes) qui travaillent dans les prisons fédérales de l'Alberta. Zef Ordman a été agent fédéral de libération conditionnelle et gardien de prison pendant plusieurs années.



Apprenez-en davantage sur les Albertains qui travaillent pour la GRC

Le Syndicat des employé-e-s de la Sécurité et de la Justice a créé un site Web consacré aux témoignages d'Albertains et de Canadiens qui travaillent pour la GRC

www.servireensemble.ca



SYNDICAT DES EMPLOYÉ-E-S DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE

USJE  **SESJ**

UNION OF SAFETY AND JUSTICE EMPLOYEES